

Service risques et installations classées de Paris  
et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 15/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS**

18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN  
92707 Colombes

Code AIOT : 0007402282

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS implanté 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 Colombes. L'inspection a été annoncée le 21/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées sur les rejets atmosphériques des installations à autorisation. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites l'émission.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS

- 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 Colombes
- Code AIOT : 0007402282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Safran Transmission Systems travaille sur des pièces de moteurs d'avion et d'hélicoptères dédiés à la transmission de puissance (carters, pignons...). La société Safran Transmission Systems fait de l'usinage de pièces et du traitement de surface par différents procédés chimiques et thermiques.

Les prescriptions techniques applicables au site sont définies par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 complété par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 définissant les garanties financières.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- émissions atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Surveillance des rejets – conformité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Rejet d'azote sur le point Evolic	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.4.8.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Sans objet
3	Points de rejets (emplacement),	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ventilation		
4	Points de rejets(cyanure), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Sans objet
5	Points de rejets (substance toxique), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Sans objet
6	Traitement des fumées – consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
7	Traitement des fumées – documents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
8	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
9	Surveillance des rejets – prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
10	Surveillance des rejets – valeurs d'émission	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Sans objet
11	Surveillance des rejets – programme	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
13	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entretient ses systèmes de captation, d'aspiration et de traitement des rejets atmosphériques et réalise le suivi de ces rejetsannuellement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Captation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Captation des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou</p>

vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 28/11/2023, l'exploitant transmet les plans des rejets atmosphériques des bâtiments H et K. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le bâtiment H dispose de 80 points de rejet et que chaque point de rejet est relié à un émissaire. Parmi ces points de rejets, 5 permettent de capter et canaliser les émissions provenant des lignes de traitement de surface. Chaque ligne de traitement de surface dispose d'un émissaire. Le plan et la description des points de rejets faites par l'exploitant est cohérente avec ce qui est prévu dans l'arrêté préfectoral 2018-110 du 26/06/2018. Le point de rejet H9 n'est quant à lui plus opérationnel car il correspondait à une machine au perchloroéthylène qui a été retirée. Dans le bâtiment K, le point de rejet K1 correspond à la fontaine de dégraissage au white spirit. L'exploitant devra indiquer à quoi correspond le point de rejet K2 indiqué sur le plan. Ce point de rejet n'est pas prévu dans l'arrêté préfectoral précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Captation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des rejets dans l'air passe par : - Le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; (...) Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant indique que la maintenance des extracteurs de gaz est assurée par un prestataire de service présent sur site et que le suivi des équipements est réalisé sur le portail de sa GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur.) Un plan de maintenance préventif est mis en œuvre sur la base de procédures écrites (1 procédure / extracteur). Certains contrôles préventifs sont réalisés de manière hebdomadaire, d'autres de manière mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuel voire bisannuelle, en fonction de l'historique des pannes. Seule la maintenance annuelle nécessite un arrêt complet des process pendant deux semaines. Les rondes quotidiennes de l'équipe de maintenance ainsi que les contrôles hebdomadaires permettent de détecter les pannes. Ces rondes sont assurées par 3 électromécaniciens le matin et 3 autres l'après-midi. Une astreinte est mise en place la semaine et le week-end. Les laveurs de gaz font l'objet des relevés journaliers du lundi au vendredi consignés dans une fiche de relevés puis enregistrés dans la GMAO en fin de semaine. Un projet d'instrumentation des extracteurs et des laveurs de gaz est prévue en 2024 pour permettre une remontée des défauts et le contrôle des paramètres en supervision.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Points de rejets (emplacement), ventilation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets (emplacement), ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'établissement dispose d'un émissaire par point de rejet. Les conduits observés par l'inspection depuis le sol présentent tous un débouché vertical et une hauteur permettant la dispersion des gaz rejetés à plus d'un mètre au-dessus du faîtage. Tous les exutoires comportent à leurs extrémités des chapeaux chinois. L'exploitant devra s'interroger sur des solutions de substitution à ces chapeaux qui sont susceptibles d'entraver la bonne dispersion des effluents atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Points de rejets(cyanure), ventilation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets (cyanure), ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site ne disposait pas de bain usagé de cyanure et que le pompage se faisait directement vers le camion chargé de l'évacuation du déchet pour traitement. Les deux bains de cyanure présents dans le bâtiment H sont équipés d'une ventilation permanente ainsi qu'une alarme de détection fixe à cyanure. Le personnel est également équipé d'un détecteur portatif. Il est demandé à l'exploitant d'adresser le dernier bulletin de suivi de déchets émis par Suez à qui l'évacuation est confiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Points de rejets (substance toxique), ventilation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets(substance toxique), ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
<b>Constats :</b> Les produits chimiques sont stockés dans le magasin de produits chimique dans le bâtiment K. Le cyanure est stocké dans un magasin spécifique en extérieur près du bâtiment H. Ce magasin

dispose d'une ventilation forcée permanente et d'un accès limité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Traitement des fumées – consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant présente les consignes de gestion des dysfonctionnements de l'installation.</p> <p>La procédure de fonctionnement normal est incluse dans la gamme de maintenance. Les consignes de démarrage et arrêt sont inclus dans la procédure de maintenance annuelle. Une consigne dédiée n'est pas utile car les extracteurs fonctionnent en continu 24h/24 et 7j/7 à l'exception des semaines 52 et 1 pendant lesquelles la maintenance annuelle nécessite un arrêt complet de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Traitement des fumées – documents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité, documents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des anomalies relevées lors du programme de surveillance est enregistré dans la GMAO. En 2023 seules une panne sur le laveur 1 et une panne sur l'extracteur 3 ont été signalées.</p>

La fiche contient notamment les informations relatives au type d'anomalie, à son origine, la date de survenue, l'action du responsable santé-sécurité-environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Art.58-I. De l'AM du 02/02/1998</p> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant précise qu'un programme de surveillance annuel des rejets atmosphériques est mis en place. La liste des contrôles annuels est répertoriée dans un document. Un fichier répertorie également la liste des contrôles périodiques et les suites apportées en cas de non conformités.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le tableau des contrôles périodiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Surveillance des rejets – prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets, prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel en date du 28/11/2023, l'exploitant transmet les résultats du dernier contrôle des émissions atmosphériques réalisés entre le 26/06/2023 et le 29/06/2023. Les prélèvements ont été réalisés par le Bureau Veritas Exploitation SAS de Cergy agréé par l'Arrêté du 9 juin 2023 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et</p>



<p>d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. L'inspection constate que la référence de l'arrêté agrément en vigueur ne figure pas sur le rapport de contrôle. L'exploitant devra informer l'organisme de contrôle de cette obligation afin que la situation soit régularisée lors de l'édition du prochain rapport (2024).</p> <p>Par ailleurs, les analyses sont réalisées par EUROFINs ANALYSES DE L'AIR également agréé pour l'analyse de certains rejets atmosphériques et accrédité COFRAC. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le laboratoire n'est pas accrédité pour l'analyse du cyanure et du Cr VI.</p> <p>Lors du prochain contrôle réglementaire, l'exploitant devra réaliser le suivi de ces rejets atmosphériques par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Surveillance des rejets – valeurs d'émission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <p>les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.</p>
<p><b>Constats :</b> Les mesures de surveillance des rejets atmosphérique ont été réalisés en journée, en période d'activité de l'installation. L'exploitant devra justifier de l'absence de contrôle de certains points de rejet listés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral 2018-110 du 26/06/2018. Les méthodes mises en œuvre dans le cadre du contrôle réglementaire sont les méthodes normalisées de référence à l'exception du cyanure et du chrome VI pour lesquels une méthode interne au laboratoire Eurofins est utilisée. Le rapport apporte la justification nécessaire lorsqu'un seul essai par polluant est mis en œuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Surveillance des rejets – programme**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, programme</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Art.58-II. De l'AM du 02/02/1998</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les</p>

méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Les méthodes mises en œuvre dans le cadre du contrôle réglementaire en 2023 sont les méthodes normalisées de références à l'exception du cyanure et du chrome VI. Lors du prochain contrôle, l'exploitant devra réaliser le suivi de ces rejets atmosphériques par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Surveillance des rejets – conformité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.  Art.58-IV de l'AM du 02/02/1998  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle des émissions atmosphériques pour l'année 2023 ne relève pas de non conformité dans les paramètres et rejets contrôlés. Il est demandé à l'exploitant de transmettre une analyse au commentaire fait par le bureau Veritas aux résultats des contrôles réalisés sur le conduit H20/21 - four cémentation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 13 : Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des VLE
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de VLE de l'AP ou L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après

<p>déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  POLLUANT REJET DIRECT (en mg/m<sup>3</sup>)  Acidité totale exprimée en H= 0,5  HF, exprimé en F = 2  Cr total = 1  Cr VI = 0,1  Ni = 5  CN = 1  Alcalins, exprimés en OH = 10  NOx, exprimés en NO2= 200  SO2 = 100  NH3= 30</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.</p> <p>Cas particulier de l'attaque nitrique :  NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> sur un cycle de production et à 800 mg/m<sup>3</sup> comme maximum instantané.</p> <p>Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m<sup>3</sup> ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.</p> <p><b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle des émissions atmosphériques pour l'année 2023 ne relève pas de non-conformité dans les paramètres et rejets contrôlés.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 14 : Rejet d'azote sur le point Evolic

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 4.4.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  VLE Azote Global : 150 mg/l  -----</p> <p>NC de l'inspection du 19 novembre 2021 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.4.8.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018, les rejets aqueux de l'installation ne respectent pas les VLE fixées. L'exploitant doit prendre des mesures correctives afin de respecter les VLE.</p> <p><b>Constats :</b>  Les résultats de l'auto-surveillance enregistrés dans GIDAF pour les eaux souterraines montrent toujours un dépassement de la VLE en azote pour le point de rejet Evolic.  L'exploitant explique que ces dépassements récurrents sont liés aux eaux sanitaires. L'exploitant devra démontrer l'absence de contamination de ce point de rejet par des effluents industriels.  Par ailleurs, contrairement à ce qui a été dit en réunion la caractérisation des effluents (DCO/DBO</p>

proche de 3) peut correspondre à des eaux vannes. Dans le cas où il s'agirait uniquement d'eau vanne, une demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation pourra être acceptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois